

Le 23 juin, nous sonnerons des alertes féministes pour appeler à faire barrage à l'extrême droite !



Dimanche 23 juin, à l'appel de près de 200 organisations (dont l'Union syndicale Solidaires, dont le SNJ est membre fondateur, et MeTooMedia, dont le SNJ est adhérent), des manifestations "d'alertes féministes", contre l'extrême droite, sont organisées partout en France.



Voici l'appel commun signé par ces organisations :

Suite à l'irresponsable dissolution de l'Assemblée nationale, la possibilité que l'extrême droite arrive au pouvoir est désormais bien réelle.

Nous savons qu'elle a pour obsession en priorité de venir casser les droits et libertés d'une immense partie de la population : les femmes, les personnes racisées, handicapées, trans et LGBTQIA+, les personnes migrantes, les filles et les enfants. Nous savons aussi qu'elle s'attaquera de front à tout le mouvement social.

L'extrême droite au pouvoir, nous le savons, signerait la fin d'une certaine conception de la démocratie, de l'État de droit, et de nombreuses libertés, déjà bien rognées ces dernières années. Le 23 juin prochain, nous sonnerons les alertes féministes.

Car nous savons que nos droits ne sont jamais acquis pour toujours. Droit de vote, droit de vivre librement sa sexualité, droit à la contraception et à l'avortement, droit de travailler, droits des enfants, droit à l'éducation pour tou.te.s, droit à la transition de genre, droit d'être protégée face aux violences et aux discriminations, droit d'être reconnue victime de viol et d'autres violences sexistes et sexuelles, droit à un compte en banque, droit à un salaire égal à travail de valeur égale (du moins dans la loi même si c'est loin d'être encore une réalité...), parité... Nous devons ces avancées aux luttes de nos aînées, de nos mères, de nos grands-mères et à leurs allié.e.s.

Dans de nombreuses régions du monde, ces droits fondamentaux ont été attaqués et parfois supprimés par des gouvernements d'extrême droite, comme le Rassemblement national, au profit de projets politiques mortifères. En Italie, l'extrême droite de Giorgia Meloni s'est attaquée au RSA, au droit à l'IVG ainsi qu'au droit à la PMA pour les couples lesbiens. En Espagne, l'extrême droite de Vox nie l'existence même des violences à l'encontre des femmes et des minorités de genre. Depuis 2020, en Pologne, l'avortement est interdit même en raison d'une malformation du fœtus. En France, le Rassemblement national a déjà prévu de supprimer les financements du Planning Familial.

Ces idées d'extrême droite sont d'ailleurs allées jusqu'à inspirer plusieurs réformes délétères en France ces dernières années avec des conséquences particulièrement lourdes pour les femmes et toutes les minorités (loi immigration, réforme des retraites, assurance chômage, etc.).

Le 23 juin, nous sonnerons des alertes féministes

Ces réformes liberticides et antisociales ont fait le lit de l'extrême droite, accentuant le désespoir et la souffrance de toute une population.

Aussi, il est fondamental que chacun.e mobilise autour de soi toutes celles et ceux qui sont susceptibles de se déplacer le 30 juin et le 7 juillet dans leur bureau de vote, et de se joindre aux rendez-vous de mobilisation, comme les manifestations syndicales qui auront lieu ce samedi 15 juin, ou les Marches des Fiertés tout le mois de juin.

Nous appelons aussi les responsables politiques à ne pas présenter des hommes mis en cause ou condamnés pour violences sexistes et sexuelles. #MeTooPolitique, il est temps d'en tenir compte ! Soutien aux victimes qui ont eu le courage de témoigner ou de porter plainte, souvent contre des hommes politiques puissants.

Pour préserver la démocratie, déjà bien malmenée, et pour protéger nos droits et nos acquis sociaux chèrement conquis, pour la dignité de toutes et tous, nous sonnerons des alertes féministes partout en France le 23 juin pour appeler à faire barrage à l'extrême droite les 30 juin et 7 juillet et à voter massivement pour un avenir qui permette l'émancipation et la liberté de tou.te.s.

Liste des signataires sur alertesfeministes.org



Paris, le 20 juin 2024